

CEUX QU'IL NOUS FAUT CONNAÎTRE...

Les anarchistes ne peuvent, comme les membres des partis et des sectes politiques, se tenir à l'abri d'une formule de pensée dirigée afin d'ignorer confortablement la pensée d'autrui. Ils ne peuvent s'enfermer dans des monopoles d'organisation, pour y décider une fois pour toutes: «*qui n'est pas avec nous est contre nous*». Mais voulant être les protagonistes de l'émancipation intégrale contre toutes les formules économiques, politiques et religieuses qui restreignent la liberté humaine, ils ne peuvent (à moins de manquer à leur rôle) ni dissimuler la moindre partie de leur programme, ni s'arrêter à aucune formule de compromis. Par cela même, il leur est nécessaire d'envisager et de discuter clairement, telle qu'elle est, toute idéologie, toute activité qui se présente comme révolutionnaire, afin d'aller le plus possible au fond des problèmes pesés et de dévoiler l'insuffisance des solutions «*moyennes*» qui se traduisent par une auto-limitation des droits, de la responsabilité et des capacités de l'homme individuel dans la société.

Dans la série d'articles qui fut ouverte par notre camarade Fontaine, en l'avant-dernier numéro du «*Libertaire*», nous comptons passer en revue, pour les examiner objectivement et nous définir à leur égard, diverses tendances organisées: celles qui peuvent être à bon droit considérées comme voisines de l'anarchisme et celles que l'on a prétendu assimiler avec notre mouvement dans un but de confusion; celles qui représentent des acheminements positifs vers la conception libertaire intégrale et celles qui traduisent des régressions opportunistes vers une politique qu'il nous faut nécessairement désavouer.

La liste de ces courants et contre-courants est fort longue; nous ne prétendons pas l'épuiser. Les plus faibles tendances numériquement ne sont pas toujours les moins importantes par le travail théorique qu'elles fournissent (et dont l'anarchisme comme tel doit tenir compte). Quant à la délimitation pratique que nous concevons comme essentielle, qu'il soit bien entendu, une fois pour toutes, que l'espoir en une humanité libre, à nos yeux repose à chaque instant dans l'effort de tous ceux qui agissent effectivement en libertaires et en révolutionnaires dans le milieu social!

Si nous croyons en la valeur de l'organisation spécifiquement anti-autoritaire et si nous faisons appel en ce sens à tous ceux qui entendent penser et agir en révolutionnaires et en libertaires conséquents, ce n'est pas pour faire de la F.A.F. (*rancophone*) la détentrice d'une vérité absolue, mais pour qu'elle soit la résultante et le lien d'expériences des meilleurs efforts d'émancipation humaine dans un lieu ou à un moments donnés.

1- LES SYNDICALISTES DE LA «*RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*»:

Au Congrès international anarchiste qui se tient à Amsterdam en 1907, eut lieu un grand débat sur le syndicalisme entre le «*volontariste*» Malatesta et le «*spontanéiste*» Pierre Monatte. Le premier de ces deux hommes affirma avec une vigueur inégalée le caractère intégralement humain de la pensée libertaire, au-dessus des revendications provisoires propres à telles ou telles catégories sociales groupées par métier par localité ou par industrie sur la base du salariat. La seconde procéda à une glorification non moins ardente du prolétariat «*conscient et organisé*» et de l'unique moyen de lutte, de révolution et de reconstruction sociales qui en puisse émaner directement: le syndicat.

Syndicat - C.G.T. - grève générale, voilà l'alpha et l'oméga de l'anarchisme conçu par Pierre Monatte.

Ainsi le jeune militant qui incarnait alors les espérances des libertaires dans la C.G.T. quittait, consciemment ou non, le terrain de notre doctrine pour celle du syndicalisme pur.

A quarante ans d'intervalle nous retrouvons aujourd'hui Pierre Monatte animé de la même foi et promulguant le même «*credo*»: tout pour le syndicat, tout par le syndicat.

Celle foi comporte une doctrine qui est restée presque invariable à travers l'existence militante du «*vieux*

sauvage» et de ses compagnons: c'est la doctrine du syndicalisme au-dessus des partis, au-dessus des frontières, au-dessus de l'histoire elle-même; l'idée du syndicalisme apolitique, international, unitaire, invariable et pur, lié à la pureté, à l'invariabilité, à l'unité, à l'internationalité et au caractère a-politique d'une classe: la classe des prolétaires industriels.

Qu'importe si ces attributs viennent à manquer au prolétariat réel... *«Quand l'eau courbe un bâton, ma raison le redresse»*. Et le prolétariat de Pierre Monatte, pur et un, fort et libre, est un être de raison.

Sans doute, Pierre Monatte a vu sombrer dans le réformisme et le chauvinisme, de 1910 à 1914, bien des collaborateurs de sa vaillante revue *«La Vie ouvrière»*. Il a vu le syndicalisme français, celui de la *Charte d'Amiens* (le modèle à ses yeux de tout syndicalisme passé, présent et futur) lutter on son âge d'or à l'état de minorité - agissante mais fort étroite - au sein d'une C.G.T. fort étroite elle-même, puis succomber aux chants de sirène d'un Jouhaux et d'un Dumoulin.

Monatte a connu après les affiches blanches de la mobilisation, l'isolement des années de guerre, tandis que les prolétaires de tous les pays s'en groupaient sous les ordres de leurs dirigeants; et, dans son zèle de croyant, il s'est raccroché presque aveuglément au miracle venu de l'est, à cette révolution bolchevique qui lui apparaît aujourd'hui comme bureaucratique et anti-ouvrière dans son principe, mais qui, au lendemain de la grande déception de 1914, paraissait être la réhabilitation du prolétariat par lui-même.

En 1919, Lénine cherchait pour constituer un point d'appui international à sa dictature rouge, le concours des seules forces disponibles et combatives en marge des États bourgeois: les minorités anarcho-syndicalistes. Elles se rallièrent en effet, non sans enthousiasme: C.N.T. espagnole, I.W.W. d'Amérique, unionistes d'Allemagne, shop-committees et shop-stewards anglais, noyaux français, italiens, belges, scandinaves d'internationalistes et de grèves-généralistes, en marge des grandes organisations déchues, le tout sans parler des aventuriers de tribune, de plume ou de police, recrutables en pareille occasion. Pierre Monatte et ses amis, sans distinguer entre l'expérience ouvrière et paysanne des soviets libres (tentative implicitement anarchiste) et la dictature du parti, chef centralisé, militaire et bureaucratique sur les soviets - adhérèrent avec ferveur à la politique du Komintern. Ils ne virent pas (ils ne voulurent pas voir) tout ce qu'elle avait de fondamentalement hostile à la conception d'un syndicalisme libre. Partisan de l'unité syndicale, Monatte fut un des artisans de la scission politicienne, ou plutôt de la cascade de scissions d'où devait sortir la division presque inévitable du syndicalisme français en trois secteurs; le secteur *«socialiste»* et radical de la C.G.T. de Jouhaux, le secteur *«communiste»* avec la C.G.T. prétendue unitaire de Gaston Montmousseau et le secteur *«anarchiste»* avec la C.G.T.-S.R. de Pierre Besnard bientôt réduite à l'état de secte. Dans la C.G.T.U. et le Parti communiste, Monatte, Rosmer, Louzon, poursuivant un idéal sincère par des moyens qui étaient la négation de cet idéal, participèrent au noyautage et à l'épuration bolchéviste, à la *«politisation des grèves»*, à la promulgation du rôle dirigeant du parti, bref à la domestication du mouvement ouvrier afin qu'il répondit mieux à l'image qu'ils se faisaient de son indépendance et de sa liberté! Erreur commune à bien des ouvriéristes et dont les anarchistes eux-mêmes ne sauraient trop se garder, car elle résulte presque inévitablement de toute fausse appréciation, mythique, mystique, religieuse du fait prolétarien...

Reconnaître une erreur de base, sur laquelle furent bâties, d'abord une doctrine illusoire, puis une tactique erronée, cela réclame un courage moral auprès duquel s'effacent toutes les vertus de l'obstination traquée et de la lutte contre le courant. Lorsqu'en 1924 furent exclus du P.C.F. les syndicalistes-communistes - qui avalent *«encaissé»* les thèses de Lénine contre l'opposition ouvrière et celles de Trotsky sur l'étatisation des syndicats - ces quelques militants diffamés, écœurés, n'eurent abord d'autre prétention que de rester fidèles à leur passé récent, et de représenter, en face de Treint, Suzanne Girault, Calzan et autres dirigeants zinoviévistes, la véritable tradition d'octobre 17 et du Komintern de 1919-1923. C'est ainsi que la *«Révolution prolétarienne»* se présenta dès son premier numéro comme un organe communiste *«oppositionalnel»* et, comme tel, faisant de la démocratie ouvrière dans le parti et dans les syndicats une revendication liée à sa situation opposante. (Ainsi firent tour à tour les opposants Trotsky, Souvarine, Brandler, Treint, Paz, Urbahns, Maslov, Naville, etc..., selon la logique qui veut que toute minorité d'organisation se pose en champion de la *«démocratie intérieure»*).

Cependant, force est bien de reconnaître que le *«noyau»* de la Révolution prolétarienne l'emportait en valeur intellectuelle et morale sur les états-majors successifs auxquels Moscou avait tendu l'oreille et qui alimentaient, en France et à l'étranger, des entreprises politiques et journalistiques de *«redressement»*. Au cours de quinze ans d'existence, de 1925 à 1939, la revue bi-mensuelle que dirigeait Pierre Monatte offrit une tribune de discussion, non seulement aux amis de Trotsky et de Souvarine, mais à tous les non-conformistes du mouvement révolutionnaire international; elle ne connut point les luttes de places effrénées des

sectes bolchéviques-léninistes, ne se mêla point au panier de crabes des oppositions préparant pour le Komintern et la Russie des «*gouvernements de rechange*». Elle fit une utile besogne d'éducation et de documentation, et, si quelques-unes des thèses toujours séduisantes de Louzon «*restèrent*» comme des chefs-d'œuvre du paradoxe sophistique, (je pense à l'explication de la crise mondiale de chômage par un déficit originel de main-d'œuvre (1), ou encore à la prédiction si aventureuse de «*quinze ans de paix sociale et internationale*» articulée en 1931), du moins l'on ne saurait sans intérêt relire aucun des numéros de la R. P. parus à l'époque des grandes journées de 1934 et 1938, pendant la guerre d'Espagne, durant la conférence de Munich, et à la veille même de la guerre.

Toujours originaux, les gens de la R.P. étaient pour la C.N.T. mais contre la F.A.I., pour Trotzky, mais contre les trotskistes; pour la C.G.T. mais contre sa direction, etc...

C'est ainsi qu'autour des cahiers à couverture orange (qui reparaissent aujourd'hui sous couverture bulle) se forma un public de syndicalistes révolutionnaires, curieux d'idées et de fait' indépendants de tous les partis et dont l'attachement à l'œuvre commune n'a souffert que peu de démentis. Moins heureuses furent les tentatives vulgarisatrices de la *Ligue syndicalise* lorsqu'elle voulut passer à l'action sur le terrain mouvant de la réintégration de la vieille C.G.T. Un quotidien «*le Cri du Peuple*» ne connut qu'une existence éphémère; et lorsqu'en 1936, sous l'égide d'un front populaire entre politiciens, l'unité syndicale tant désirée se réalisa, ce fut comme l'on sait, pour enfermer plus étroitement la classe ouvrière dans les cadres d'un réformisme conservateur et d'une discipline bureaucratique toujours plus pesante - carcan qu'elle n'est pas encore arrivé à briser depuis lors - et qu'elle ne peut rejeter que par une nouvelle scission.

Le discours de P. Monatte à Amsterdam est un paradoxe bien vieilli pour des amateurs d'idées neuves.

Un esprit aussi curieux de vérité que Louzon reconnaîtra-t-il ce qu'il y a de dépassé dans le vieux programme du syndicalisme pur? Aujourd'hui il ne peut plus guère être question de négociations directes (dans une magnifique ignorance des partis et de l'État) entre les prolos syndiqués d'une entreprise et l'individu-patron. Partout, l'État intervient de toute son autorité, et transmet ses volontés aux bureaucraties «*patronales*» et «*ouvrières*»: c'est contre lui que les travailleurs exploités et trahis ont à lutter. (Toute «*neutralité politique*» est un leurre en face d'un État intégrant l'ensemble des partis; être contre l'État et tous les partis devient l'a.b.c. de la sagesse ouvrière; en un mot, l'école de l'anarchisme commence dès la classe préparatoire aux plus infimes revendications).

Indépendance du syndicalisme? Il faudrait, pour qu'il existât, supposer le problème résolu: la suppression de tout dirigisme social des «*compétences*», de toute autorité économique-politique reconnue arbitrant de gré ou de force les «*conflits du travail*». Aujourd'hui, pour lutter dans le système, on doit présupposer la destruction du système. Le syndicalisme indépendant, en 1947, ce serait le syndicalisme insurgé. Mais ce syndicalisme est-il possible? Pas à la C.G.T. en tout cas.

signé: A. P., attribuable à André PRUDHOMMEAUX.
